



# Le franc fort plonge l'économie vaudoise dans l'expectative

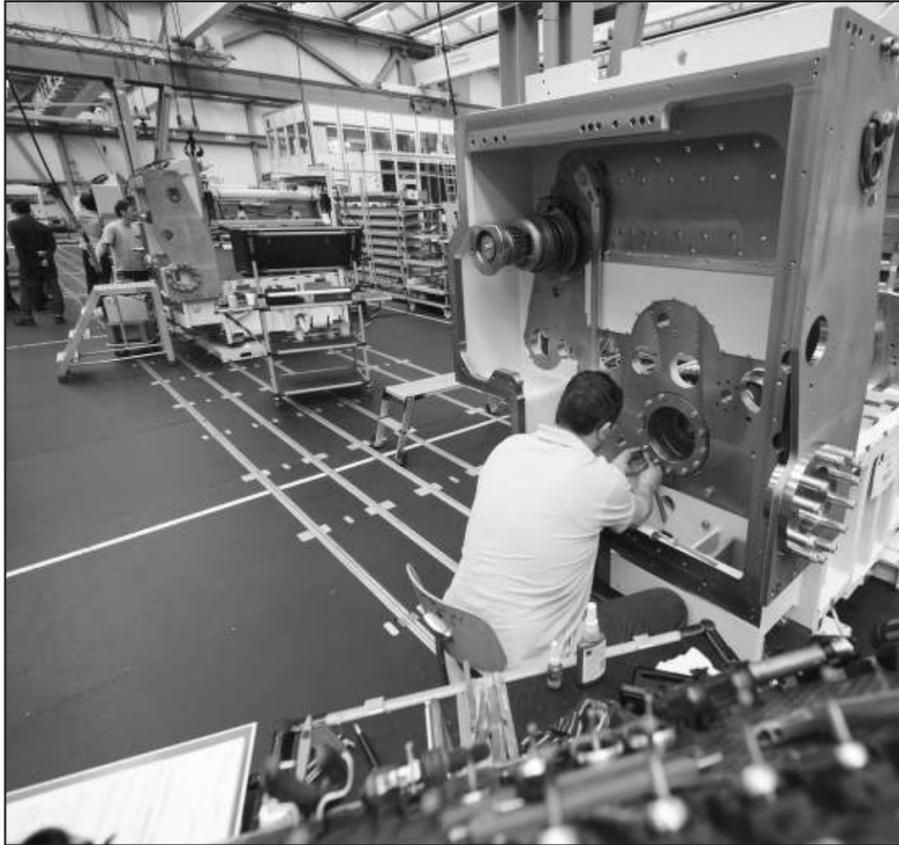
**TAUX PLANCHER** Alors que les entreprises temporisent, en attendant les échéances européennes, Unia-Vaud craint des plans de restructuration.

MARIO TOGNI

Comme ailleurs en Suisse, l'économie vaudoise est secouée par la décision de la Banque nationale suisse (BNS) de supprimer le taux plancher de 1,20 francs pour 1 euro. L'industrie d'exportation (machines, horlogerie, produits alimentaires, etc.) est le principal secteur touché, avec celui de l'hôtellerie et du tourisme, ou encore le commerce de détail, particulièrement en région frontalière.

«Quand vos prix prennent 20% en dix minutes, il faut trouver des solutions rapidement pour rester compétitif», souligne Claudine Amstein, directrice de la Chambre vaudoise de commerce et d'industrie (CVCI). Selon elle, les patrons sont d'autant plus déstabilisés que la décision intervient en janvier, alors les budgets sont bouclés et que des investissements sont engagés.

Leader mondial des machines d'emballage, à Mex, Bobst accuse le coup. «Comme société exportatrice, le marché suisse ne représente que 3 à 5% de nos ventes», avance Giuseppe Santoro, trésorier de l'entreprise, qui compte presque 5000 collaborateurs dans le monde, dont environ 1800 en Suisse. «C'est dire s'il y aurait un impact sur notre chiffre d'affaires.»



Leader mondial des machines d'emballage, Bobst a d'ores et déjà stoppé tous ses investissements ainsi que l'engagement en Suisse. KEYSTONE

## Mesures préventives

Avant de décider comment réagir, Bobst attend l'annonce de la Banque centrale européenne demain et les élections en Grèce dimanche. «Nous ne savons pas à quel niveau les eaux vont se calmer. Le franc pourrait encore se raffermir, ou le contraire.»

En attendant, le géant vaudois a pris deux mesures préventives. «Nous avons stoppé tous les investissements ainsi que l'engagement en Suisse», relève Giuseppe Santoro. Avec un risque de restructuration? En 2011, lors de la dernière parité franc-euro, Bobst avait dû supprimer 8% de ses postes de travail dans le monde.

Au Brassus, dans la Vallée-de-Joux, l'horloger Audemars Piguet est plus serein. «Le franc fort va diminuer notre chiffre d'affaires, mais nous n'avons pas d'inquiétude pour la pérennité de l'entreprise ni pour les emplois. Le volume de montres vendues devrait se maintenir»,

soutient Saji Jabbour, directeur financier de la marque de haute horlogerie (900 emplois en Suisse, dont environ 650 dans le canton de Vaud).

Aucune restructuration ou changement stratégique n'est envisagé, pas plus qu'un recours au chômage technique. «Si les taux de change se maintiennent à ce niveau, nous devrons peut-être adapter nos prix. Pour le moment, nous observons l'évolution des cours», poursuit-il.

## Unia vigilant

Pour Claudine Amstein, à court terme, les entreprises peuvent uniquement intervenir sur les processus internes afin de rationaliser les coûts. «Il est trop tôt pour parler de baisses de salaire ou de licenciements. Il faut prendre le temps d'apprécier les conséquences de la décision de la BNS», estime-t-elle. En revanche, la directrice de la CVCI incite vivement l'Etat à accélérer l'amélioration des

conditions-cadre, en particulier la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III).

Yves Defferard, responsable du secteur industrie à Unia-Vaud, craint de son côté l'annonce de plans de licenciements dans le canton, comme lors des dernières fluctuations des taux de change, notamment en 2011. A peine deux jours après l'annonce de la BNS, le syndicaliste apprenait qu'une société sur sol vaudois envisageait une restructuration... «Nous devons rester très vigilants. Des entreprises risquent d'en profiter pour restructurer sans autre motif que d'augmenter leurs bénéfices.»

Toutes les sociétés ne sont pas touchées de la même manière, certains peuvent même tirer des bénéfices du taux de change actuel, précise Yves Defferard. «Il faudra que les sociétés soient transparentes pour que les partenaires sociaux puissent évaluer à quel point elles sont réellement en

difficultés.» Unia-Vaud s'apprête à proposer des mesures au Conseil d'Etat contre ce risque ainsi que des mesures de politique anticyclique.

## Grand Conseil saisi

En parallèle, le Grand Conseil vaudois a été saisi hier de plusieurs interpellations sur la question. Le député socialiste Samuel Bendahan prône un soutien temporaire aux entreprises, notamment sous forme de cautionnement ou de prêt. Il estime en revanche que la baisse de l'imposition des entreprises n'apportera rien aux sociétés les plus touchées. «Beaucoup d'entre elles se trouveront sans bénéfices ou avec des pertes, ce qui annihile tout effet de baisse d'impôt», écrit-il. Michele Mossi (PDC), pour sa part, enjoint le gouvernement à aider les entreprises locales en usant de sa marge de manœuvre à travers les marchés publics.

AVEC THIERRY JACOLET

## La Ville de Genève contre la peine de mort

**CAMPAGNE** • Hasard: le délibératif soutient une campagne internationale au lendemain des attentats de Paris.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève s'est engagé hier soir «en faveur de l'abolition de la peine de mort», un débat abondamment nourri par les récents attentats de Paris. Le délibératif a répondu favorablement au maire socialiste, Sami Kanaan, souhaitant que le délibératif soutienne la campagne abolitionniste internationale de la Communauté de Sant'Egidio «Villes pour la vie-villes contre la peine de mort». Le maire avait auparavant insisté sur le «poids symbolique» d'un engagement du parlement municipal de la Genève des droits de l'homme. Depuis 2002, chaque 30 novembre, la municipalité éclaire la cathédrale Saint-Pierre en vert, mais, paradoxalement, Genève n'a pas encore formellement adhéré à cette campagne.

«Il y a des concours de circonstance qu'on ne peut prévoir», a commencé le maire, en référence au fait que le projet ait été initié avant les attentats de Paris et du Nigeria, et de certains appels à rétablir la peine capitale que ces atrocités ont suscitées. Citant Robert Badinter, il a toutefois prévenu que les démocraties y perdraient beaucoup. «La peine de mort n'a jamais empêché un crime de sang.»

L'indépendant Denis Menoud, lui, a balayé ce «prêchi-prêcha de bien-pensance. La peine de mort est indispensable quand je vois des djihadistes qui égorgent des enfants!» «Nous ne sommes pas la phare d'Alexandrie qui va imposer sa vision à la Chine!» esti-

me pour sa part l'UDC Marc-André Rudaz.

La MCG Danièle Magnin, elle, a véhémentement défendu le projet du maire: «La peine de mort est l'expression la plus barbare de la loi du Talion.» Son collègue Daniel-Dany Pastore déclare qu'un seul innocent exécuté rend cette peine inacceptable. Tobia Schnebli (Ensemble à gauche) soutient le projet, un «petit geste» contre la régression que le monde vit actuellement. C'est avec 57 oui, 4 abstentions (PLR) et 7 non (quelques UDC et MCG, et 1 PLR) que la proposition est acceptée.

Cette année, plus de 1600 villes, dont 71 capitales, dans 89 pays, éclaireront un monument emblématique le 30 novembre. Le Conseil administratif veut en 2015 donner une dimension supplémentaire à l'action, dans la perspective d'une nouvelle résolution en faveur d'un moratoire sur toutes les exécutions que l'Union européenne a décidé de soumettre fin 2014 à l'ONU.

Selon Amnesty, la tendance mondiale est à une diminution de la peine capitale mais la pratique sévit encore dans de nombreux pays. Pas moins de 778 personnes ont été exécutées en 2013 dans 22 pays – sans compter la Chine où les exécutions se comptent par milliers.

Le jour de la tuerie à Charlie Hebdo, l'avocat genevois Charles Poncet déclarait à 20 Minutes, à propos des auteurs: «Comment voulez-vous les rééduquer. Ils ne méritent que la peine de mort.»

RACHAD ARMANIOS

## EN BREF

### GENÈVE

## Punaises de lit dans un abri PC

Un dortoir de l'abri PC des Vollandes est victime de punaises de lit, a confirmé hier au Conseil municipal de la Ville de Genève Esther Alder, en réponse à une question orale. La conseillère administrative chargée de la Cohésion sociale a informé que la désinfection aurait lieu jeudi et vendredi. La capacité d'accueil de deux hébergements d'urgence de la Ville, de 200 personnes, n'a pas été affectée, a-t-elle ajouté. Par ailleurs, elle a dit n'avoir pas connaissance de personnes qui dormiraient dehors, au pied du Bois-de-la-Bâtie. Il n'y a pas lieu d'ouvrir un troisième abri et de déclencher le plan grand froid, comme durant les fêtes de fin d'année, a-t-elle ajouté. Jusque-là, les deux abris PC pouvaient accueillir jusqu'à 300 personnes, mais la marge de manœuvre a été réduite depuis l'incendie du foyer pour requérants d'asile des Tattes. RA

## INSÉCURITÉ

# Les stratégies des aînés pour faire face au vieillissement

CHARLOTTE FROSSARD

C'est un fait établi: la population suisse vieillit et, en parallèle, toute une série de problématiques liées à la vulnérabilité des personnes âgées émergent. Parmi celles-ci, l'exposition accrue aux escroqueries et aux agressions, ou encore l'importance du lien social face au risque d'isolement et d'abus de confiance. Depuis 2006, le nombre de personnes âgées victimes de tels préjudices a ainsi augmenté de 15% dans le canton de Genève.

Une étude qualitative dirigée par la professeure Claudi-

ne Burton-Jeangros de l'université de Genève s'est intéressée tout particulièrement à la perception des risques par cette catégorie de la population au sein du canton. Elle révèle tout d'abord que les personnes âgées se sentent globalement en sûreté, quand bien même leur zone de confort se concentre principalement sur leur lieu de résidence. En revanche, leur sentiment d'insécurité est inhérent au monde extérieur et aux risques qu'il comporte, qu'ils soient d'ordre criminel (agressions, vols) ou liés à la difficulté des déplace-

ments physiques. Ces craintes sont d'autant plus vives la nuit ou dans des endroits éloignés du domicile. Or, ce n'est pas tant la menace d'être malmené par des malfaiteurs qui prévaut, mais bien la peur de ne pouvoir y faire face en raison de la fragilité physique induite par le vieillissement. Une vulnérabilité qui suscite souvent des sentiments de honte et de culpabilité, les dissuadant d'en faire part à leurs proches et aux autorités.

C'est pourquoi toute une palette de stratégies d'évitement

sont mises en place par les personnes âgées: adaptation des horaires de sortie, repli dans le quartier de résidence, filtrage des téléphones ou encore sécurisation de l'appartement. Par conséquent, l'entourage – voisins, concierges mais aussi pharmacies et commerces de quartier – joue un rôle essentiel en termes d'interface rassurante avec le monde extérieur.

Afin de consolider ce relais, le Département de la sécurité et de l'économie (DSE) a lancé hier un plan d'action de nature préventive intitulé «GE\_veille

sur nos aînés», réalisé en partenariat avec la société privée PharmaGenève, les communes genevoises et les associations de défense des aînés.

Les pharmaciens seront ainsi formés à détecter chez leur clientèle âgée des fréquentations ou des comportements inhabituels. Ils auront également pour mission d'encourager les personnes âgées à déclarer à la police tout incident suspecté ou avéré.

L'étude universitaire a préconisé plusieurs mesures concrètes à l'usage des com-

munes: au domicile même, la présence d'un concierge, et de la mixité générationnelle dans l'immeuble; à l'extérieur, l'amélioration de l'éclairage nocturne, un meilleur aménagement des trottoirs, la mise en place de bancs dans les centres commerciaux ou encore la réglementation de la circulation des deux-roues sur les voies réservées aux piétons. Des recommandations dont Esther Alder, conseillère administrative en Ville de Genève, a pris acte, rappelant que la politique municipale en matière des aînés était une de ses priorités. I